



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie  
Cellule territoriale

Annecy, le 12 avril 2023

3 rue Paul Guiton  
74000 - ANNECY

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22 mars 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **HACER TRAITEMENTS DE SURFACE**

47 ALLEE DU MT BLANC  
BP 60  
74300 Cluses

Références : 20230322-RAP-InspectionHacerTS\_Georisques  
Code AIOT : 0006104577

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22 mars 2023 dans l'établissement HACER TRAITEMENTS DE SURFACE implanté 47 Allée du Mont Blanc à 74300 Cluses. L'inspection a été annoncée par courriel en date du 22 février 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La DREAL Auvergne-Rhône-Alpes a mené au cours du mois de mars 2023 une opération de contrôle à l'échelle régionale, portant sur les conditions de stockage des produits chimiques mis en œuvre au sein de certains établissements soumis à la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

La visite d'inspection effectuée le 22 mars 2023 de l'établissement HACER Traitements de Surface sis 47 allée du Mont-Blanc à Cluses s'est inscrite dans ce cadre.

La prévention de la pollution de l'air a été également abordée à cette occasion, au travers d'un bilan des résultats du contrôle inopiné des émissions atmosphériques effectué sur le site du 4 au 6 octobre 2022 par un organisme agréé à la demande de l'inspection des installations classées.

Il est rappelé en effet qu'un contrôle de cette nature est désormais réalisé chaque année au sein de l'établissement, dans le cadre de la mise en œuvre du plan de protection de l'atmosphère (PPA) de la vallée de l'Arve, dont la révision a été approuvée par arrêté préfectoral en date du 29 avril 2019 et qui comporte un volet sur les émissions industrielles.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HACER TRAITEMENTS DE SURFACE
- 47 Allée du Mont Blanc 74300 Cluses
- Code AIOT : 0006104577
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société HACER Traitements de Surface est spécialisée dans le traitement de surface à façon de pièces métalliques, par zingage, nickelage ou cuivrage notamment, sans usage désormais de chrome hexavalent. Les pièces traitées sont destinées à divers marchés dont principalement celui de l'automobile, et dans une moindre mesure ceux du sport, du BTP, de l'électricité, de l'aéronautique, de l'armement et de l'hydraulique.

Son établissement situé 47 allée du Mont-Blanc à Cluses emploie actuellement 70 personnes. Il est constitué de deux bâtiments distincts désignés M2 et M3, implantés en vis-à-vis et séparés par un espace de stockage et de circulation couvert.

Sur le plan de la situation administrative, il a fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire en date du 14 octobre 2009 pris au nom de la société MARQUET Traitements de Surface, modifié et complété le 3 décembre 2019 et le 16 mai 2022.

Cet arrêté a abrogé et remplacé l'ensemble des dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter qui datait du 7 août 1991, modifié et complété le 15 octobre 1993, le 12 janvier 1995, le 3 septembre 1997 et le 2 mars 2004. Le volume de bains autorisé a été fixé à 176 630 litres.

Un changement d'exploitant intervenu au bénéfice de la société HACER Traitements de Surface a donné lieu à un récépissé délivré par monsieur le préfet de la Haute-Savoie le 20 avril 2011.

L'établissement relève par ailleurs des dispositions :

- de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Il est précisé toutefois que la visite d'inspection réalisée le 22 mars 2023 s'est appuyée essentiellement sur les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2009 réglementant le site, notamment pour la principale thématique retenue (conditions de stockage des produits chimiques), ces prescriptions ayant intégré la plupart de celles de même nature issues de l'arrêté ministériel précité,

- de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, dont certaines prescriptions sont applicables au site.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Prévention de la pollution atmosphérique (bilan du contrôle inopiné AIR de 2022)
- Conditions de stockage des produits chimiques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Fiche de données de sécurité – Aménagement des lieux de stockage	Règlement européen du 18/12/2006, articles 31, 35 et 37-5	/	Lettre de suite préfectorale	5 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Fiche de données de sécurité – Mise à disposition	Règlement européen du 18/12/2006, articles 31, 35 et 37-5	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Entretien de la rétention des produits chimiques – Résistance à l'action chimique des fluides	Arrêté Préfectoral du 14/10/2009, articles 6.1.7.1, 6.1.7.2 et 7.1.2.8.2	/	Lettre de suite préfectorale	5 mois
7	Entretien de la rétention des produits chimiques – Contrôle de l'état des rétentions	Arrêté Préfectoral du 14/10/2009, article 7.1.2.8.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Préfectoral du 14/10/2009, article 6.1.7.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Capacités de rétention des produits chimiques – Dimensionnement des rétentions	Arrêté Préfectoral du 14/10/2009, article 6.1.7.1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contrôle inopiné Air – Fondement réglementaire	Arrêté Préfectoral du 14/10/2009, article 6.2.4	/	Sans objet
2	Contrôle inopiné Air – Respect des VLE	AP Complémentaire du 03/12/2019, article 1er	/	Sans objet
3	Etiquetage des produits chimiques – Emballages des fournisseurs	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	/	Sans objet
4	Etiquetage des produits chimiques – Cuves de traitement	Arrêté Préfectoral du 14/10/2009, article 6.7.2	/	Sans objet
9	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

- En matière de prévention de la pollution de l'air, le contrôle inopiné des émissions atmosphériques de l'établissement effectué du 4 au 6 octobre 2022 n'a pas mis en évidence de dépassement des valeurs limites d'émission applicables, en concentration et en flux.

Une synthèse des résultats obtenus est jointe sous la forme d'un tableau en annexe au présent rapport.

- L'exploitant a fait savoir que les employés peuvent accéder s'ils le souhaitent aux fiches de données de sécurité (FDS) relatives aux produits chimiques mis en œuvre au sein de l'établissement, via le réseau interne de l'entreprise.

Il a indiqué toutefois que l'information sur cette mise à disposition a été diffusée jusqu'aux chefs d'atelier, mais pas jusqu'aux opérateurs intervenant sur les lignes de production.

Il devra y remédier par tout moyen approprié (affichage général, formation complémentaire, fiche de poste, consignes,...) et fera connaître sous un délai d'un mois à l'inspection des installations classées les dispositions prises en ce sens.

- Tout exploitant livré en produit chimique depuis le 1er janvier 2022 doit disposer d'une FDS révisée, comprenant les modifications introduites par le règlement (UE) n° 2020/878 du 18 juin 2020.

Sur les trois FDS présentées au cours de l'inspection, relatives respectivement au cyanure de potassium, à l'acide nitrique en solution aqueuse, et au produit chimique METEX LC 15 qui ont été livrés à la société HACER Traitements de Surface depuis le 1er janvier 2022 selon les dires de l'exploitant, seule la FDS relative au cyanure de potassium a intégré les modifications introduites par le règlement précité.

L'exploitant veillera par conséquent à se rapprocher des fournisseurs de l'acide nitrique en solution aqueuse et du produit chimique METEX LC 15, afin que ceux-ci lui transmettent dans les plus brefs délais les FDS correspondantes en conformité avec les exigences du règlement (UE) n° 2020/878 du 18 juin 2020.

- L'exploitant a mis en place un dispositif d'extinction automatique à eau pulvérisée (sprinklage) dans les locaux de stockage des produits chimiques.

Un tel dispositif s'avère être approprié vis-à-vis de l'acide nitrique en solution aqueuse et du produit chimique METEX LC 15 contenant principalement de l'hydroxyde de sodium, d'après leurs FDS. L'exploitant devra s'assurer qu'il est également approprié pour les autres produits chimiques stockés, dont les composés cyanurés comme le cyanure de potassium.

- Concernant les conditions de stockage des produits chimiques examinés :

. le petit local où sont entreposés les composés cyanurés, situé en sous-sol du bâtiment M2, ne comporte pas d'aménagements pour assurer son aération. Ces aménagements seront à réaliser, par la création d'ouvertures avec grilles ou volets en parties haute et basse des parois du local par exemple,

. l'endroit de l'atelier de production du bâtiment M3, qui est occupé par des GRV (grands récipients vrac) de 1000 litres contenant le produit chimique METEX LC 15 en attente de mise en œuvre sur les lignes de traitement, doit être placé sous clé et donc disposer d'un cloisonnement adapté pour permettre son verrouillage (grillage avec porte d'accès verrouillable par exemple).

L'exploitant devra procéder aux travaux nécessaires afin de répondre à ces observations, au plus tard durant la prochaine fermeture estivale de l'établissement. Il fera parvenir à l'inspection des installations classées tous les justificatifs utiles s'y rapportant (factures d'intervention de prestataires extérieurs, photographies,...).

- En matière de rétentions des produits chimiques stockés, l'exploitant devra adresser sous un délai d'un mois à l'inspection des installations classées une note de calcul permettant de justifier, au regard des quantités de produits chimiques entreposées, le caractère suffisant des rétentions générales formées respectivement par :

. le local au sein de l'atelier de production du bâtiment M2, qui est dédié au stockage de divers acides en récipients mobiles dont l'acide nitrique,

. le grand local de stockage des produits chimiques situé en sous-sol du bâtiment M2, qui accueille notamment le produit chimique METEX LC 15 en petits récipients,

. le sous-sol du bâtiment M3 où sont entreposés certains produits chimiques en GRV, en fûts ou en petits récipients.

Cette note de calcul s'appuiera sur les prescriptions réglementaires applicables (soit un volume de rétention devant atteindre 100 % de la capacité du plus grand récipient associé et 50 % de la capacité globale des récipients associés), en incluant les rétentions intégrées aux conteneurs de transport dans lesquels sont rangés certains petits récipients et qui participent à la constitution d'une rétention générale. Elle tiendra compte aussi des éventuelles incompatibilités entre les produits, pour ce qui concerne le grand local situé en sous-sol de M2 (voir les observations ci-après).

De plus, l'exploitant devra apporter à l'inspection des installations classées, également sous un délai d'un mois, tous les éléments utiles permettant de justifier qu'en cas d'écoulement accidentel de liquide à l'endroit de l'atelier de production du bâtiment M3 où sont entreposés les GRV de METEX LC 15 en attente de mise en œuvre sur les lignes de traitement, le liquide répandu serait dirigé vers le point bas du bâtiment faisant office de rétention déportée (orientation et pourcentage de pente à cet endroit, distance vis-à-vis du point bas,...).

Il précisera en outre la capacité en m<sup>3</sup> du point bas, ainsi que la quantité en m<sup>3</sup> de l'ensemble des liquides qui pourraient s'y répandre, afin de confirmer le caractère suffisant de cette rétention déportée sur la base comme indiqué plus haut des prescriptions réglementaires applicables.

La quantité de l'ensemble des liquides qui pourraient s'y répandre inclura les produits chimiques stockés entre les bâtiments M2 et M3, sous réserve de la compatibilité desdits produits entre eux (voir les observations ci-après), dans la mesure où l'aire sur laquelle ceux-ci reposent est également reliée à ce même point bas via deux regards au sol d'après l'exploitant.

Dans le cas où les résultats de ces divers calculs révéleraient un volume de rétention insuffisant, l'exploitant précisera à l'inspection des installations classées les mesures prises pour corriger cette situation (réorganisation des stockages, mise en place de rétentions spécifiques,...).

- Le local au sein de l'atelier de production du bâtiment M2, qui est dédié au stockage de l'acide nitrique et d'autres acides en récipients mobiles, n'est que partiellement résiné. Compte tenu qu'il fait office de rétention générale, l'exploitant veillera à enduire la totalité de sa surface d'une résine résistante aux acides, au plus tard durant la prochaine fermeture estivale de l'établissement.

- L'aire de stockage aménagée entre les bâtiments M2 et M3 est occupée par des GRV et des petits récipients contenant d'une part, des acides forts comme l'acide nitrique et l'acide sulfurique concentrés, et d'autre part des lessives de soude. D'après les fiches de données de sécurité correspondantes, il s'agit de produits incompatibles entre eux.

Les produits ne disposant pas de rétentions appropriées peuvent se mêler dangereusement entre eux en cas d'écoulement accidentel simultané.

Pour ces produits, l'exploitant devra sous un délai d'un mois, soit déplacer les acides à un autre endroit sécurisé et sur rétention, soit placer les acides sur des rétentions séparées et résistantes à leur action chimique au niveau de l'aire de stockage, étant entendu que cette aire est reliée au point bas du bâtiment M3 faisant office de rétention déportée pour les produits dépourvus de rétention spécifique. Le placement des acides sur des rétentions séparées et résistantes à leur action chimique permettra de protéger le sol en béton de l'aire de stockage qui n'est pas résistant à ces produits (béton non résiné).

Quant au grand local de stockage situé en sous-sol du bâtiment M2, celui-ci accueille des bases fortes ainsi que des acides dont certains sont de nature organique et à l'état liquide (acide méthanesulfonique en particulier).

L'exploitant s'assurera de la compatibilité de ces produits entre eux, en s'appuyant notamment sur les FDS correspondantes. En cas d'incompatibilité, il devra alors placer sur des rétentions séparées l'une de ces catégories de produits sous un délai d'un mois, et préférentiellement les acides forts compte tenu de leur effet corrosif plus prononcé, en presumant que le local de stockage fait office de rétention générale pour les autres produits dépourvus de rétention spécifique.

Il transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs des aménagements réalisés dans ce local le cas échéant, ainsi qu'au niveau de l'aire de stockage aménagée entre les bâtiments M2 et M3 (factures d'acquisition de rétentions, photographies,...).

- L'exploitant veillera à transmettre à l'inspection des installations classées, sous un délai d'un mois, une copie de l'enregistrement sur GMAO du contrôle annuel du bon état des rétentions, portant sur les années 2021 et 2022.

En outre, si cela n'est pas déjà fait, il prendra soin à l'avenir de distinguer dans cet enregistrement les rétentions par secteurs contrôlés (secteurs de production, de stockage des produits chimiques, de la station de détoxification des eaux résiduelles industrielles,...).

- Les produits chimiques sont réceptionnés au niveau du bâtiment M3, depuis un quai de déchargement dont le sol en contrebas comporte un regard d'évacuation des eaux pluviales.

Un arrêt d'urgence « coup de poing » disposé à l'intérieur du quai permet de couper électriquement, lors de la livraison des produits chimiques, la pompe de relevage destinée à l'évacuation des eaux. Pour s'assurer que cet arrêt d'urgence a bien été actionné, il conviendra que l'exploitant complète le dispositif par un témoin visuel confirmant son déclenchement (témoin lumineux par exemple).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Contrôle inopiné Air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2009, article 6.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Fondement réglementaire
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées pourra faire procéder à des analyses des polluants émis par les installations, ainsi que de la qualité du milieu environnant. Le coût de ces contrôles sera supporté par l'exploitant.
<b>Constats :</b> Comme indiqué plus haut, un contrôle inopiné des émissions atmosphériques de l'établissement est désormais réalisé chaque année par un organisme agréé à la demande de l'inspection des installations classées, dans le cadre de la mise en œuvre du plan de protection de l'atmosphère (PPA) de la vallée de l'Arve dont la révision a été approuvée par arrêté préfectoral en date du 29 avril 2019 et qui comporte un volet sur les émissions industrielles.  Ce contrôle inopiné a été effectué par l'organisme SOCOTEC du 4 au 6 octobre 2022.  Il a porté sur l'ensemble des treize exutoires présents en toiture et correspondant aux lignes de production suivantes : ligne 101, ligne 103, ligne 105, ligne 110, ligne 112A, ligne 112B, lignes 113/160, ligne 115, ligne 117, ligne 119, ligne 123A, ligne 123B et ligne 123Bis.  Les paramètres et polluants mesurés ont été le débit, les poussières, l'acidité totale (H), le fluorure d'hydrogène HF (exprimé en F), le chrome total, le chrome hexavalent, le nickel, les cyanures, les alcalins (OH), les oxydes d'azote (NOx), l'ammoniac (NH3) et le dioxyde de soufre (SO2).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 2 : Contrôle inopiné Air

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/12/2019, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Respect des valeurs limites d'émission
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les teneurs en polluants avant rejet des gaz et vapeurs devront être aussi faibles que possible et respecter avant toute dilution les limites fixées dans le tableau ci-après.  Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube rapporté à des conditions normalisées de température (273,15 degré K) et de pression (101, 325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).  <ul style="list-style-type: none"><li>- Acidité totale (exprimée en H) : conc. moyenne journalière de 0,5 mg/Nm<sup>3</sup></li><li>- HF (exprimé en F) : conc. moyenne journalière de 2 mg/Nm<sup>3</sup> et flux maximum de 2625 kg/an</li><li>- Cr total : conc. moyenne journalière de 1 mg/Nm<sup>3</sup> et flux maximum de 1312 kg/an</li><li>- Cr VI : conc. moyenne journalière de 0,005 mg/Nm<sup>3</sup> et flux maximum de 6,55 kg/an</li><li>- Ni : conc. moyenne journalière de 0,1 mg/Nm<sup>3</sup> et flux maximum de 131 kg/an</li><li>- CN (exprimé en HCN) : conc. moyenne journalière de 0,5 mg/Nm<sup>3</sup> (hors ligne 123A) ou 1 mg/Nm<sup>3</sup> (ligne 123A) et flux maximum de 698 kg/an</li><li>- Alcalins (exprimés en OH) : conc. moyenne journalière de 10 mg/Nm<sup>3</sup></li><li>- NOx (exprimés en NO<sub>2</sub>) : conc. moyenne journalière de 50 mg/Nm<sup>3</sup> et flux maximum de 65617 kg/an</li><li>- SO<sub>2</sub> : conc. moyenne journalière de 10 mg/Nm<sup>3</sup> et flux maximum de 13123 kg/an</li><li>- NH<sub>3</sub> : conc. moyenne journalière de 10 mg/Nm<sup>3</sup> et flux maximum de 13123 kg/an</li><li>[...]</li></ul>
<b>Constats :</b> Le contrôle inopiné des émissions atmosphériques de l'établissement, effectué du 4 au 6 octobre 2022, n'a pas mis en évidence de dépassement des valeurs limites d'émission applicables, en concentration et en flux, en considérant 24 heures travaillées par jour et 365 jours travaillés par an pour le calcul des flux soit une hypothèse de fonctionnement du site très majorante.  Une synthèse des résultats obtenus est jointe sous la forme d'un tableau en annexe au présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Etiquetage des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 16/12/2008, article 17
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques - CLP
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 1. Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants :  a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs; b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage; c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18; d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19; e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20; f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21; g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22; h) s'il y a lieu, une section réservée à des informations supplémentaires conformément à l'article 25.  2. L'étiquette est rédigée dans la ou les langues officielles du ou des États membres dans lequel ou lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, sauf si le ou les États membres concerné(s) en disposent autrement.  Les fournisseurs peuvent utiliser sur leurs étiquettes plus de langues que celles qui sont prescrites par les États membres, à condition que les mêmes renseignements apparaissent dans toutes les langues utilisées.
<b>Constats :</b> Trois produits chimiques ont été retenus dans le cadre de la visite d'inspection, à savoir :  - le cyanure de potassium portant le n° CAS 151-50-8 et fourni par la société A.M.P.E.R.E. Industrie basée à 95310 – Saint-Ouen L'aumône,  - l'acide nitrique en solution aqueuse, portant le n° CAS 7697-37-2 et fourni par la société PRODUITS CHIMIQUES PLATRET basée à 74108 – Annemasse Cedex,  - le produit chimique METEX LC 15, contenant principalement de l'hydroxyde de sodium (n° CAS 1310-73-2) et fourni par la société MacDermid Enthone basée à 01700 – Neyron.  Les emballages examinés de ces produits chimiques ont été correctement étiquetés.  Chaque étiquette comporte les nom et coordonnées du fournisseur, l'identificateur du produit, les pictogrammes de danger, la mention d'avertissement (DANGER en l'occurrence), les mentions de danger inscrites en toutes lettres, ainsi que les conseils de prudence inscrits également en toutes lettres.  Chaque étiquette a été rédigée en plusieurs langues pour chacun des items précités, dont en français.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Etiquetage des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2009, article 6.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Etiquetage des cuves de traitement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages porteront en caractères très lisibles le nom des substances et préparations et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait savoir que chaque cuve de traitement porte un étiquetage établi en interne à l'aide du logiciel INFODYNE, commercialisé par le syndicat professionnel UITS (Union des Industries des Technologies de Surface).  D'après les informations recueillies, ce logiciel permet de prendre en compte notamment la dilution des produits chimiques constituant un bain de traitement et de concevoir une fiche de données de sécurité suivant la composition du bain avec l'étiquetage correspondant. Un exemple de FDS a été montré par l'exploitant.  Au cours de l'inspection, la présence d'un étiquetage a pu être observée sur diverses cuves de traitement, notamment sur une cuve contenant du cyanure de potassium avec l'indication du nom de la substance et des pictogrammes de danger associés.  L'exploitant a précisé en outre que les étiquettes apposées sur les cuves de traitement sont contrôlées annuellement, et remplacées si besoin en fonction de leur état.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, articles 31, 35 et 37-5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques - REACH
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Art. 31 :</p> <p>1. Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II :</p> <p>a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n° 1272/2008, ou</p> <p>b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII; ou</p> <p>c) lorsqu'une substance est incluse sur la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b). [...]</p> <p>9. La fiche de données de sécurité est mise à jour sans tarder par les fournisseurs dans les circonstances suivantes :</p> <p>a) dès que de nouvelles informations qui peuvent affecter les mesures de gestion des risques ou de nouvelles informations relatives aux dangers sont disponibles;</p> <p>b) une fois qu'une autorisation a été octroyée ou refusée;</p> <p>c) une fois qu'une restriction a été imposée.</p> <p>La nouvelle version datée des informations, identifiée comme «révision: (date)», est fournie gratuitement sur support papier ou sous forme électronique à tous les destinataires antérieurs à qui ils ont livré la substance ou le mélange au cours des douze mois précédents. Toute mise à jour après l'enregistrement comporte le numéro d'enregistrement.</p> <p>Art. 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les mélanges que ces travailleurs utilisent ou auxquels ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p> <p>Art. 37-§5 : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <p>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises; [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>- L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité (FDS) au format informatique, enregistrées sur le réseau interne de l'entreprise par fournisseur puis par produit. Le cheminement sur le réseau et le classement des FDS ont été montrés au cours de l'inspection.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les employés de l'entreprise peuvent accéder au réseau pour consulter les FDS s'ils le souhaitent.</p> <p>Il a reconnu toutefois que l'information sur la mise à disposition des FDS a été diffusée jusqu'aux chefs d'atelier, mais pas jusqu'aux opérateurs intervenant sur les lignes de production.</p> <p>Il devra y remédier par tout moyen approprié (affichage général, formation complémentaire, fiche de poste, consignes,...) et fera connaître sous un délai d'un mois à l'inspection des installations classées les dispositions prises en ce sens. ==&gt; 1</p> <p>- Les fiches de données de sécurité des trois produits chimiques retenus dans le cadre de l'inspection ont été présentées par l'exploitant.</p>

Il est rappelé à cet égard que le contenu d'une FDS est fixé par l'annexe II du règlement (CE) n° 1907/2006 du 18 décembre 2006 (règlement REACH), modifiée dernièrement par le règlement (UE) n° 2020/878 en date du 18 juin 2020.

Le règlement n° 2020/878 est applicable depuis le 1er janvier 2021. Toutefois, en vertu de son article 2, un délai a été accordé aux fournisseurs de produits chimiques pour leur permettre d'établir les fiches de données de sécurité conformes à l'annexe II modifiée du règlement REACH, qu'à compter du 1er janvier 2023.

Les modifications introduites dans ladite annexe ont porté notamment sur la rubrique 9 d'une FDS, relative aux propriétés physiques et chimiques de la substance ou du mélange considéré.

Il s'avère par ailleurs que lorsqu'un fournisseur est réglementairement tenu de mettre à jour une FDS, le règlement REACH lui impose de transmettre la FDS révisée aux clients à qui il a livré la substance ou le mélange au cours des douze mois précédant la mise à jour.

Ces modalités de transmission d'une FDS révisée s'appliquent en cas de modification législative de l'annexe II du règlement REACH, d'après les précisions apportées par le guide d'élaboration d'une FDS - version 4.0 de l'agence européenne des produits chimiques (ECHA).

Aussi, au regard de l'échéance du 1er janvier 2023 susmentionnée, il en résulte que tout exploitant livré en produit chimique depuis le 1er janvier 2022 doit disposer d'une FDS révisée, comprenant les modifications introduites par le règlement (UE) n° 2020/878 du 18 juin 2020.

Il doit en être ainsi pour les trois produits chimiques retenus dans le cadre de l'inspection, à savoir le cyanure de potassium, l'acide nitrique en solution aqueuse, et le produit chimique METEX LC 15, dans la mesure où ils ont été livrés à la société HACER Traitements de Surface depuis le 1er janvier 2022 selon les dires de l'exploitant.

Le respect de cette exigence a été contrôlé en vérifiant plus précisément la date de la dernière révision des FDS présentées, ainsi que le contenu de leur rubrique 9 se rapportant aux propriétés physiques et chimiques des produits visés.

Il en ressort que la dernière révision de la FDS en possession de l'exploitant, relative au cyanure de potassium, remonte au 21 décembre 2022 et comporte les nouveautés introduites par le règlement (UE) n° 2020/878 du 18 juin 2020. Son contenu n'a pas appelé d'observation particulière.

En revanche, la dernière révision de la FDS dont dispose l'exploitant, relative à l'acide nitrique en solution aqueuse, remonte au 19 avril 2017 et n'a donc pas intégré les modifications introduites par le règlement (UE) n° 2020/878 du 18 juin 2020.

Le même constat a été fait à l'égard de la FDS relative au produit chimique METEX LC 15, dont la dernière révision en possession de l'exploitant date pourtant du 26 août 2021 mais n'a pas intégré non plus les modifications introduites par le règlement précité. ==> 2

Cela étant, aucune incohérence n'a été relevée entre le contenu des FDS présentées et les étiquettes apposées sur les emballages des produits examinés.

- D'après les dispositions prévues à l'article 37-§5 du règlement REACH, une fiche de données de sécurité est de nature prescriptive et s'impose donc à l'exploitant.

Le respect des rubriques des FDS, en lien avec le thème retenu dans le cadre de l'inspection, a été plus spécifiquement contrôlé pour les trois produits chimiques examinés (sous-rubriques 5.1, 6.2, 7.2 et 10.2).

Concernant les moyens d'extinction dont doit disposer l'exploitant (sous-rubrique 5.1 des FDS), ce dernier a mis en place un dispositif d'extinction automatique à eau pulvérisée (sprinklage) dans les locaux de stockage des produits chimiques.

Un tel dispositif s'avère être approprié vis-à-vis de l'acide nitrique en solution aqueuse et du produit chimique METEX LC 15 contenant principalement de l'hydroxyde de sodium, d'après leurs FDS. L'exploitant devra s'assurer qu'il est également approprié pour les autres produits chimiques stockés, dont les composés cyanurés comme le cyanure de potassium.

Concernant les conditions de stockage des produits chimiques examinés (sous-rubrique 7.2 des FDS), les observations suivantes ont été formulées au cours de l'inspection :

- . le petit local où sont entreposés les composés cyanurés, situé en sous-sol du bâtiment M2, ne comporte pas d'aménagements pour assurer son aération. Ces aménagements seront à réaliser, par la création d'ouvertures avec grilles ou volets en parties haute et basse des parois du local par exemple,
- . l'endroit de l'atelier de production du bâtiment M3, qui est occupé par des GRV (grands récipients vrac) de 1000 litres contenant le produit chimique METEX LC 15 en attente de raccordement aux lignes de traitement par pompes doseuses, constitue un lieu de stockage à part entière. Ce lieu de stockage doit être placé sous clé et donc disposer d'un cloisonnement adapté pour permettre son verrouillage (grillage avec porte d'accès verrouillable par exemple).

L'exploitant devra procéder aux travaux nécessaires afin de répondre aux observations formulées ci-dessus, au plus tard durant la prochaine fermeture estivale de l'établissement. Il fera parvenir à l'inspection des installations classées tous les justificatifs utiles s'y rapportant (factures d'intervention de prestataires extérieurs, photographies,...). ==> 3

Concernant les mesures que doit prendre l'exploitant en cas de dispersion accidentelle afin de protéger l'environnement (sous-rubrique 6.2 des FDS), il conviendra de se reporter aux points de contrôle n°6 et n°7 ci-après, visant les capacités de rétention, leur adéquation avec les produits chimiques stockés en terme de dimensionnement, et le contrôle de leur bon état.

Quant à l'absence de matières incompatibles dans les lieux de stockage (sous-rubrique 10.2 des FDS), il conviendra de se reporter au point de contrôle n°8 ci-après.

**Observations :**

==> 2 : L'exploitant veillera à se rapprocher des fournisseurs de l'acide nitrique en solution aqueuse et du produit chimique METEX LC 15, afin que ceux-ci lui transmettent dans les plus brefs délais les FDS correspondantes en conformité avec les exigences du règlement (UE) n° 2020/878 du 18 juin 2020.

**Type de suites proposées :** ==> 1 et 3 : Avec suites

**Proposition de suites :** ==> 1 et 3 : Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** ==> 1 : 1 mois  
==> 3 : 5 mois

## N° 6 : Capacités de rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2009, article 6.1.7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Capacités de rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols devra être associé à une capacité de rétention dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand récipient associé,</li><li>- 50 % de la capacité globale des récipients associés.</li></ul> [...] Pour les stockages en récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention sera au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"><li>- la capacité totale si celle-ci est inférieure à 250 litres,</li><li>- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des récipients avec un minimum de 250 litres,</li><li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres.</li></ul> [...]
<b>Constats :</b> Les composés cyanurés, stockés dans le petit local situé en sous-sol du bâtiment M2, sont à l'état solide et ne nécessitent pas de ce fait de mise sur rétention.  Un second local au sein de l'atelier de production du bâtiment M2 est dédié au stockage de divers acides en récipients mobiles dont l'acide nitrique (GRV ou récipients de moins de 250 litres), tandis qu'un autre grand local aménagé en sous-sol de ce même bâtiment est réservé au stockage de produits chimiques comme le METEX LC 15 en petits récipients.  L'exploitant a indiqué que les sols de ces deux locaux forment une rétention générale grâce à leurs seuils en pente et légèrement surélevés.  Il adressera à l'inspection des installations classées, sous un délai d'un mois, une note de calcul permettant de justifier du caractère suffisant de ces rétentions générales au regard des quantités entreposées de produits chimiques à l'état liquide, en tenant compte des éventuelles incompatibilités entre les produits pour ce qui concerne le grand local situé en sous-sol de M2 (voir à cet égard le point de contrôle n°8 ci-après).  Il s'appuiera pour ce faire sur les prescriptions réglementaires applicables (soit un volume de rétention devant atteindre 100 % de la capacité du plus grand récipient associé et 50 % de la capacité globale des récipients associés), et inclura dans les calculs les rétentions intégrées aux conteneurs de transport dans lesquels sont rangés certains petits récipients et qui participent à la constitution d'une rétention générale.  La même note de calcul portera aussi sur le sous-sol du bâtiment M3, où sont entreposés certains produits chimiques en GRV, en fûts ou en petits récipients, et constituant également une rétention générale selon l'exploitant.  S'agissant de l'endroit de l'atelier de production du bâtiment M3 qui est occupé par des GRV contenant le produit chimique METEX LC 15 en attente de mise en œuvre sur les lignes de traitement, l'exploitant a indiqué qu'en cas d'écoulement accidentel de liquide, le liquide répandu serait dirigé vers le point bas du bâtiment faisant office de rétention déportée.  Il devra apporter à l'inspection des installations classées, également sous un délai d'un mois, tous les éléments utiles permettant de le justifier (orientation et pourcentage de pente à cet endroit, distance vis-à-vis du point bas,...).

Il précisera en outre la capacité en m<sup>3</sup> du point bas, ainsi que la quantité en m<sup>3</sup> de l'ensemble des liquides qui pourraient s'y répandre, afin de confirmer le caractère suffisant de cette rétention déportée sur la base comme indiqué plus haut des prescriptions réglementaires applicables.

La quantité de l'ensemble des liquides qui pourraient s'y répandre inclura les produits chimiques stockés entre les bâtiments M2 et M3, sous réserve de la compatibilité desdits produits entre eux (voir à cet égard le point de contrôle n°8 ci-après), dans la mesure où l'aire sur laquelle ceux-ci reposent est également reliée à ce même point bas via deux regards au sol d'après l'exploitant.

Dans le cas où les résultats de ces divers calculs révéleraient un volume de rétention insuffisant, l'exploitant précisera à l'inspection des installations classées les mesures prises pour corriger la situation (réorganisation des stockages, mise en place de rétentions spécifiques,...).

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2009, articles 6.1.7.1, 6.1.7.2 et 7.1.2.8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Entretien de la rétention et gestion des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art. 6.1.7.1 : [...] Les cuvettes de rétention seront conçues pour résister à l'action physique et chimique des fluides qu'elles pourraient contenir. Elles devront posséder une stabilité au feu de degré 2 heures, lorsqu'elles sont associées à des stockages de liquides inflammables.</p> <p>Elles seront correctement entretenues et débarrassées des eaux météoriques pouvant les encombrer. Elles ne comporteront aucun moyen de vidange par simple gravité dans les égouts ou le milieu récepteur.</p> <p>Art. 6.1.7.2 : - Les aires où s'opèrent des chargements ou des déchargements de tels liquides seront étanches et conçues pour recueillir tout débordement accidentel ou égouttures avant leur arrivée dans le milieu récepteur.</p> <p>- Les eaux susceptibles d'être polluées accidentellement devront pouvoir être isolées de leur déversement normal et être dirigées soit vers une station de traitement, soit vers un bassin de retenue.</p> <p>Art. 7.1.2.8.2 : Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations,...) sera vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'installation supérieure à trois semaines et au moins une fois par an.</p> <p>[...]</p> <p>Ces vérifications seront consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>- Tous les stockages de produits chimiques présents au sein de l'établissement sont situés à l'intérieur des bâtiments M2 et M3, ou bien entre les deux bâtiments sous couverture. Aucune eau météorique n'est donc susceptible de s'y accumuler.</p> <p>- Comme indiqué plus haut, les composés cyanurés sont stockés à l'état solide dans un petit local situé en sous-sol du bâtiment M2 et ne nécessitent pas de ce fait de mise sur rétention.</p> <p>L'endroit de l'atelier de production du bâtiment M3, où sont entreposés les GRV contenant le produit chimique METEX LC 15 en attente de mise en œuvre sur les lignes de traitement, est revêtu d'une résine à sa surface.</p> <p>Le sol de l'aire de stockage aménagée entre les bâtiments M2 et M3 est en béton, sans résine apparente. Cependant, la mise sur rétentions séparées des acides que devra effectuer l'exploitant pour des motifs d'incompatibilité permettra de compenser cette absence de revêtement résiné (voir le point de contrôle n°8 ci-après).</p> <p>Ce sera également le cas du grand local de stockage des produits chimiques situé en sous-sol du bâtiment M2, dont le sol en béton est aussi sans résine apparente, s'il s'avère contenir des acides forts nécessitant d'être stockés sur des rétentions séparées pour des motifs d'incompatibilité.</p> <p>Quant au local au sein de l'atelier de production du bâtiment M2, qui est dédié au stockage de l'acide nitrique et d'autres acides en récipients mobiles, celui-ci n'est que partiellement résiné. Compte tenu qu'il fait office de rétention générale, l'exploitant veillera à enduire la totalité de sa surface d'une résine résistante aux acides, au plus tard durant la prochaine fermeture estivale de l'établissement. ==&gt; 1</p>

<p>- L'exploitant a indiqué que le bon état des rétentions est contrôlé visuellement une fois par an, à l'occasion de la fermeture estivale de l'établissement, avec un enregistrement des contrôles dans la GMAO (gestion de maintenance assistée par ordinateur).</p> <p>N'ayant pas été en mesure de présenter cet enregistrement sur GMAO au cours de la visite d'inspection, il veillera à en transmettre une copie à l'inspection des installations classées sous un délai d'un mois, portant sur les années 2021 et 2022. ==&gt; 2</p> <p>Il est précisé qu'un courriel adressé en interne le 4 août 2022 a pu néanmoins être présenté par l'exploitant, faisant état des vérifications annuelles à effectuer dont les rétentions. ==&gt; 3</p> <p>Il est à noter que le jour de l'inspection, aucune dégradation particulière n'a été relevée à la surface des sols formant une rétention.</p> <p>- Les produits chimiques sont réceptionnés au niveau du bâtiment M2, sur une aire étanche en béton enduit qui comporte en aval immédiat un regard d'évacuation des eaux pluviales. L'exploitant s'est équipé d'un tapis obturateur, conservé à l'entrée de l'aire de déchargement, afin de pouvoir couvrir ce regard lorsque nécessaire. Une consigne affichée au même endroit en précise les modalités d'utilisation.</p> <p>Les produits chimiques sont réceptionnés au niveau du bâtiment M3, depuis un quai de déchargement dont le sol en contrebas est revêtu d'un enrobé jugé en bon état le jour de l'inspection.</p> <p>Ce sol comporte un regard d'évacuation des eaux pluviales, lequel est équipé d'une pompe de relevage pour l'évacuation des eaux d'après les informations recueillies. Un arrêt d'urgence « coup de poing » disposé à l'intérieur du quai permet de couper électriquement la pompe de relevage lors de la livraison des produits chimiques. Une consigne affichée au même endroit en précise les modalités d'utilisation.</p> <p>Pour s'assurer que cet arrêt d'urgence a bien été actionné, il conviendra que l'exploitant complète le dispositif par un témoin visuel confirmant son déclenchement (témoin lumineux par exemple).</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>==&gt; 3 : Si cela n'est pas déjà fait, l'exploitant prendra soin à l'avenir de distinguer les rétentions par secteurs contrôlés dans ses enregistrements sur GMAO (secteurs de production, de stockage des produits chimiques, de la station de détoxification des eaux résiduaires industrielles,...).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> ==&gt; 1 et 2 : Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> ==&gt; 1 et 2 : Lettre de suite préfectorale</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> ==&gt; 1 : 5 mois  ==&gt; 2 : 1 mois</p>

**N° 8 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2009, article 6.1.7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Produits incompatibles et réservoirs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les réservoirs fixes seront munis de jauges de niveau et, pour les stockages enterrés, de limiteurs de remplissage. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres substances ou préparation toxiques, corrosives ou dangereuses pour l'environnement sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs devra être contrôlable. [...] Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne devront pas être associés à la même cuvette de rétention.
<b>Constats :</b> - Les produits chimiques examinés au cours de la visite d'inspection sont conditionnés en GRV ou en petits récipients.  - Aucun stockage de produits chimiques n'est effectué sous le niveau du sol.  - Le petit local situé en sous-sol du bâtiment M2 n'accueille que des composés cyanurés, tandis que le local au sein de l'atelier de production du bâtiment M2 n'accueille que des acides.  L'endroit de l'atelier de production du bâtiment M3, où sont entreposés les GRV contenant le produit chimique METEX LC 15 en attente de mise en œuvre sur les lignes de traitement, ne comportait pas de matières incompatibles le jour de l'inspection.  En revanche, l'aire de stockage aménagée entre les bâtiments M2 et M3 est occupée par des GRV et des petits récipients contenant d'une part, des acides forts comme l'acide nitrique et l'acide sulfurique concentrés, et d'autre part des lessives de soude. D'après les fiches de données de sécurité correspondantes, il s'agit de produits incompatibles entre eux.  Or, parmi les produits entreposés, seuls ceux de même nature conditionnés en petits récipients et rangés dans un conteneur de transport comportant une rétention intégrée peuvent être considérés comme isolés des autres produits, sous réserve que cette rétention intégrée représente un volume équivalant à au moins 20 % de la capacité de l'ensemble des récipients placés dans le conteneur (liquides non inflammables), avec un minimum de 250 litres.  Les autres produits ne disposant pas de rétentions appropriées peuvent se mêler dangereusement entre eux en cas d'écoulement accidentel simultané.  Pour ces autres produits, l'exploitant devra sous un délai d'un mois, soit déplacer les acides à un autre endroit sécurisé et sur rétention, soit placer les acides sur des rétentions séparées et résistantes à leur action chimique au niveau de l'aire de stockage, étant entendu que cette aire est reliée au point bas du bâtiment M3 faisant office de rétention déportée pour les produits dépourvus de rétention spécifique. Le placement des acides sur des rétentions séparées et résistantes à leur action chimique permettra de protéger le sol en béton de l'aire de stockage qui n'est pas résistant à ces produits (béton non résiné).  Enfin, le grand local de stockage des produits chimiques situé en sous-sol du bâtiment M2 accueille en petits récipients des bases fortes comme le produit chimique METEX LC 15, ainsi que des acides dont certains sont de nature organique et à l'état liquide (acide méthanesulfonique en particulier).

<p>L'exploitant s'assurera de la compatibilité de ces produits chimiques entre eux, en s'appuyant notamment sur les FDS correspondantes. En cas d'incompatibilité, il devra alors placer sur des rétentions séparées l'une de ces catégories de produits sous un délai d'un mois, et préférentiellement les acides forts compte tenu de leur effet corrosif plus prononcé, en presumant que le local de stockage fait office de rétention générale pour les autres produits dépourvus de rétention spécifique.</p> <p>Il transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs des aménagements réalisés dans ce local le cas échéant, ainsi qu'au niveau de l'aire de stockage aménagée entre les bâtiments M2 et M3 (factures d'acquisition de rétentions, photographies,...).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 9 : Etat des stocks de produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Etat des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant tient à jour un état des produits chimiques stockés, au travers d'un logiciel conçu en interne (logiciel LTS : Labo Traitement de surface).  D'après les informations recueillies : <ul style="list-style-type: none"><li>- le logiciel LTS permet de suivre en temps réel les entrées et sorties de produits, de piloter les sorties de produits pour alimenter les bains de traitement, et d'établir un état des produits stockés sur demande. Une présentation en a été faite durant la visite d'inspection, et un exemplaire papier de l'état des stocks a été fourni, correspondant au jour de la visite,</li><li>- l'état des produits chimiques stockés est comparé mensuellement à l'état physique des stocks et classé au format informatique par année fiscale (de septembre à septembre),</li><li>- l'établissement dispose de deux salles informatiques, l'une principale coupe-feu située dans le bâtiment M2, et l'autre de secours située en M3. Les données sont répliquées depuis la première vers la seconde deux fois par jour,</li><li>- une sauvegarde des données est effectuée hebdomadairement sur disque et transférée vers un autre site du groupe HACER. L'exploitant a proposé de réaliser désormais cette sauvegarde quotidiennement.</li></ul> Les dispositions prises par l'exploitant pour tenir à jour un état des matières stockées n'ont pas appelé d'observation particulière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Contrôle inopiné Ets HACER Traitements de Surface à Cluses du 4 au 06/10/2022**

		Ligne 101	Ligne 103	Ligne 105	Ligne 110	Ligne 112A	Ligne 112B	Lignes 113/160	Ligne 115	Lignes 117/125	Ligne 119	Ligne 123A	Ligne 123B	Ligne 123Bis
<b>Traitement pratiqué</b>		Oxydation anodique	Zn et Zn/Ni	Zn	Oxydation anodique	Phosphatation / Décapage / Passivation	Décapage	Zn et Zn/Ni	Phosphatation	Dénickelage	Ni mat/brillant et Cu	Ni chimique	Cu	Dénickelage outillage
<b>Débit en Nm3/h</b>		17 826	10 696	13 560	18 465	11 400	2 371	13 916	13 870	11 878	14 871	10 929	2 388	4 698
<b>Poussières</b> VLE : 50 mg/Nm³	<b>Conc. en mg/Nm3</b>	0,026	0,027	0,025	0,025	0,025	0,026	0	0,025	0,026	0,026	0,025	0,025	0,025
	<b>Flux en g/h</b>	0,470	0,280	0,340	0,460	0,290	0,061	0	0,350	0,310	0,380	0,280	0,060	0,120
<b>Cr total</b> VLE : 1 mg/Nm³  1 312 kg/an	<b>Conc. en mg/Nm3</b>	0,0015	0,0008	0,0042	0,0053	0,0031	0,0028	0,001	0,0054	0,0034	0,0051	0,0029	0,0007	0,00027
	<b>Flux en g/h</b>	0,0280	0,0085	0,0570	0,0970	0,0350	0,0067	0,014	0,0750	0,0410	0,0760	0,0310	0,0017	0,00120
<b>Ni</b> VLE : 0,1 mg/Nm³  131 kg/an	<b>Conc. en mg/Nm3</b>	0,011	0,0028	0,023	0,016	0,01	0,0079	0,0011	0,021	0,011	0,03	0,0095	0,0012	0,00045
	<b>Flux en g/h</b>	0,190	0,0300	0,320	0,290	0,12	0,0190	0,0150	0,300	0,130	0,45	0,1040	0,0030	0,00210
<b>Cr VI</b> VLE : 0,005 mg/Nm³  6,55 kg/an	<b>Conc. en mg/Nm3</b>	0,00019	0,00019	0,00086	0,00029	0,0007	0,00027	0,0040	0,00046	0,00042	0,0024	0,00041	0,00026	0,00021
	<b>Flux en g/h</b>	0,00330	0,00200	0,01200	0,00530	0,0080	0,00064	0,0550	0,00640	0,00500	0,360	0,00450	0,00062	0,00099
<b>NH3</b> VLE : 10 mg/Nm³  13 123 kg/an	<b>Conc. en mg/Nm3</b>	0	0,30	0,14	0,088	0,033	0	0,23	0,02	0	1,22	0,066	0	0,023
	<b>Flux en g/h</b>	0	3,17	1,93	1,620	0,380	0	3,22	0,28	0	18,20	0,720	0	0,110
<b>NOx</b> VLE : 50 mg/Nm³  65 617 kg/an	<b>Conc. en mg/Nm3</b>	0	0	0	0	0	0,13	0	0	0	0	0	0	0
	<b>Flux en g/h</b>	0	0	0	0	0	0,30	0	0	0	0	0	0	0
<b>SO2</b> VLE : 10 mg/Nm³  13 123 kg/an	<b>Conc. en mg/Nm3</b>	0,93	1,00	3,30	1,78	0,95	0,025	0,59	0,75	0,54	4,82	1,53	1,79	1,48
	<b>Flux en g/h</b>	16,61	10,72	44,76	32,93	10,88	0,058	8,25	10,45	6,46	71,65	16,76	4,28	6,95
<b>HF</b> VLE : 2 mg/Nm³  2 625 kg/an	<b>Conc. en mg/Nm3</b>	0,012	0	0,021	0,021	0,05	0,016	0	0,032	0	0,11	0	0,016	0,012
	<b>Flux en g/h</b>	0,210	0	0,290	0,390	0,57	0,038	6	0,440	0	1,69	0	0,039	0,056

HCN VLE : 0,5 mg/Nm <sup>3</sup> 698 kg/an	Conc. en mg/Nm <sup>3</sup>	0,00019	0,00019	0,00086	0,00029	0,0007	0,00027	0,0040	0,00046	0,00042	0,024	0,00041	0,00026	0,00021
	Flux en g/h	0,00330	0,00200	0,01200	0,00530	0,0080	0,00064	0,0550	0,00640	0,00500	0,360	0,0045 0	0,00062	0,00099
Acidité (H) VLE : 0,5 mg/Nm <sup>3</sup>	Conc. en mg/Nm <sup>3</sup>	0,056	0	0,0088	0,021	0	0	0,48	0	0	0	0	0	0
	Flux en g/h	1,000	0	0,1200	0,380	0	0	6,70	0	0	0	0	0	0
Alcalins (OH) VLE : 10 mg/Nm <sup>3</sup>	Conc. en mg/Nm <sup>3</sup>	0	0,25	0,16	1,14	0	0,088	0	0,22	0	0,50	0,54	0,14	0,13
	Flux en g/h	0	2,73	2,23	21,11	0	0,210	0	3,02	0	7,38	5,85	0,33	0,61

Total débits mesurés en Nm<sup>3</sup>/h : 146 868

Total flux Poussières : 3,401 g/h soit **29,79 kg/an** (à raison de 24h/24 sur 365 jours)

Total flux Cr total : 0,4721 g/h soit **4,14 kg/an** (à raison de 24h/24 sur 365 jours)

Total flux Ni : 1,9731 g/h soit **17,28 kg/an** (à raison de 24h/24 sur 365 jours)

Total flux Cr VI : 0,46375 g/h soit **4,06 kg/an** (à raison de 24h/24 sur 365 jours)

Total flux NH<sub>3</sub> : 29,63 g/h soit **25,96 kg/an** (à raison de 24h/24 sur 365 jours)

Total flux NOx : 0,3 g/h soit **2,63 kg/an** (à raison de 24h/24 sur 365 jours)

Total flux SO<sub>2</sub> : 240,758 g/h soit **2109,04 kg/an** (à raison de 24h/24 sur 365 jours)

Total flux HF : 9,723 g/h soit **85,17 kg/an** (à raison de 24h/24 sur 365 jours)

Total flux HCN : 0,46375 g/h soit **4,06 kg/an** (à raison de 24h/24 sur 365 jours)